

📺 La gauche pourrait faire vivre un enfer à la majorité de centre-droit : "Nous sommes la colonne vertébrale d'une résistance sociale"

La droite a gagné une bataille, mais elle n'a pas encore gagné la guerre. Il lui reste encore à remporter les communales, mais surtout, à prouver qu'elle sait marquer des points à l'exercice du pouvoir. À ce jeu-là, la gauche et ses forces vives ne vont rien lui laisser passer.



Gauvain Dos Santos

Publié le 14-06-2024 à 06h42 Mis à jour le 14-06-2024 à 09h33

🔖 Enregistrer

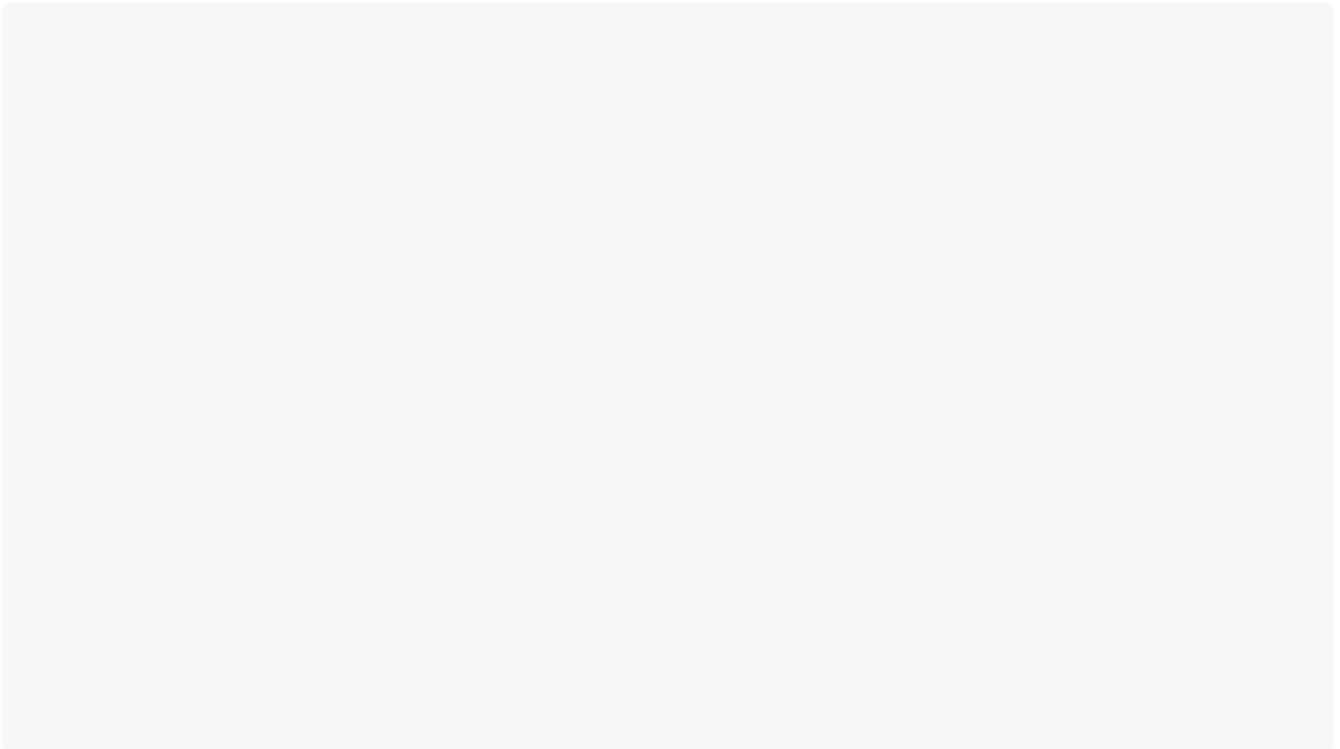


En novembre 2014, la manifestation contre les mesures d'austérité avait pris une tournure violente. ©GAUVAIN DOS SANTOS

Quand la droite est au pouvoir, la gauche reprend la rue. En 2014, lorsque Charles Michel (MR) a pris la tête d'un gouvernement de centre-droit (MR, N-VA, CD&V et Open VLD), la Belgique a connu des mouvements de protestation d'une ampleur inédite. Le 6 novembre, plus de 100 000

personnes ont marché dans la capitale contre l'austérité. Infiltrée par l'extrême droite, cette marche portée par les mouvements syndicaux s'était achevée par une confrontation d'une rare violence avec les forces de l'ordre. Le reste de la législature Michel avait ensuite été rythmé par des manifestations à répétition.

Dix ans plus tard, faut-il s'attendre à revivre la même chose si la coalition Arizona (N-VA, MR, Les Engagés, CD&V et Vooruit) voit effectivement le jour ? Raoul Hedebouw reconnaît qu'une certaine *"dynamique d'opposition va se mettre en place du côté de la gauche"*. Le président du PTB rappelle que sous la Suédoise, un saut d'index avait été décidé, ce qui avait canalisé *"le combat social"*. De 2014 à 2019, *"il y a eu des collaborations dans le cadre de l'opposition des partis de gauche"*.



La manifestation contre l'austérité du 6 novembre 2014 avait sérieusement dérapé. ©GDS

"Il est de notre devoir de construire une vraie opposition à gauche. Beaucoup de gens nous contactent depuis les élections car nous sommes la colonne vertébrale d'une résistance sociale. Dans le cadre d'une élection qui s'est traduite par une vague à droite, nous avons démontré avec nos scores que nous pouvions résister", poursuit le leader marxiste. Concernant l'occupation de la rue et la mobilisation des manifestants, il tempère. *"Cela va dépendre du programme qui va être mis en place par la majorité. La résistance se construit toujours contre des agressions envers le monde du travail."*

Jean-François Tamellini : "Si le monde du travail n'est pas respecté, la FGTB va réagir !"

→ À lire aussi

"C'est scandaleux": le PTB pousse un coup de gueule contre le MR et les Engagés

"Extrême droitisation du discours libéral"

Au sein de la gauche, on entend beaucoup ces derniers jours que la Belgique se dirige vers une régression sur le plan des droits sociaux. Les victoires électorales de l'extrême droite aux niveaux européen et belge inquiètent fortement les forces syndicales et protestataires. Depuis le 9 juin, la Coordination Antifasciste de Belgique multiplie les appels à battre le pavé pour faire front contre la *"vague réactionnaire actuelle"* et *"la radicalisation (très) à droite d'un MR victorieux"*.

Dans un communiqué appelant à manifester dimanche, Solidaris pointe comme danger *"l'extrême droitisation du discours politique de partis comme le MR sur le volet sécuritaire ou les politiques migratoires"*.

Plus de 60 organisations ont déjà annoncé qu'elle participerait à la manifestation *"antifasciste et sociale"* prévue au Mont des Arts ce dimanche à Bruxelles. Parmi ces associations qui vont marcher tant contre la montée de l'extrême droite que contre les politiques d'austérité, on retrouve Ecolo (Ecolo), Comac (PTB) et la FGTB.

Ecolo et PS en sous-marins

Du côté du PS, on joue, pour l'heure, la carte de l'effacement. Paul Magnette refuse toutes les interviews, comme s'il ruminait sa défaite. Mais les liens entre la FGTB et le PS ne sont plus à

démontrer. Les socialistes comptent dans leur rang de nombreuses figures issues du monde syndical, comme la candidate à l'Europe et ex-secrétaire fédérale FGTB, Estelle Ceulemans.

Chez Ecolo, on digère encore mal la défaite que l'on impute non pas à des erreurs stratégiques ou à un désintérêt de la population pour leurs idées, mais à une droitisation de la société. Au soir des élections, le co-président sortant Jean-Marc Nollet a reproché aux médias de n'avoir pas suffisamment traité la question du dérèglement climatique, raison pour laquelle ses troupes auraient failli dans les urnes. Pour Zakia Khattabi, la victoire du MR et des Engagés a été obtenue en clivant la société. *"Ils ont divisé pour mieux régner. Eh bien qu'ils règnent maintenant"*, a déclaré la ministre du Climat sortante sur La Première.

En interne, certains font courir le bruit qu'une coalition fédérale Arizona serait aussi nocive qu'un gouvernement d'extrême droite. *"Avec la N-VA ou le MR à l'asile et aux migrations, pas besoin d'avoir le Vlaams Belang dans la majorité"*, entend-on chez les écologistes.

→ À lire aussi

Malgré une victoire indiscutable à Bruxelles, le succès mitigé de la stratégie d'ouverture à la diversité du MR

Convergence des luttes

"Il existe au sein de la société civile des craintes sur la manière dont on pourrait être traité à l'avenir. Les craintes portent surtout sur le MR et la N-VA. Le discours que tiennent Les Engagés par rapport à la gauche – qui n'a pas du tout disparu – est rassurant, apaisant, rassembleur. Avec eux, nous autres, associatifs de gauche, nous ne nous sentons pas pointés du doigt comme de mauvais Wallons", analyse Xavier Dupret, économiste et grand connaisseur de la gauche.

"La lutte pour la défense des droits sociaux se joue sur trois niveaux", poursuit le "tiers-mondiste". *"Économique au niveau des syndicats, politique au niveau des partis et idéologique au niveau de la société civile organisée. Des choses semblent actuellement se dessiner autour d'une convergence des trois forces. On sent de la part des syndicats la volonté d'élargir le front de résistance à la société civile organisée. Des initiatives commencent à naître fort légitimement et paisiblement en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles."*

Les principales craintes de la gauche portent sur les financements des soins de santé, sur la réduction du chômage dans le temps et sur le soutien aux associations. *"Les CPAS du Luxembourg se posent la question de savoir comment ils vont financer les allocations de chômage dans le temps. Toutes les associations de lutte contre la pauvreté se posent également ces questions. Mais il n'y a pas que les financements monétaires qui sont en jeu. Des milliers d'emplois sont assurés par des aides publiques à l'emploi. Avec la réforme du Forem, il se pourrait que des associations perdent un certain volume d'aide."*

Selon Xavier Dupret, Anvers et Gand pourraient être des hauts lieux de la contestation. *"Les bastions de résistance se trouvent aujourd'hui dans les grandes villes."*

La droite s'inquiète

Face à cette fronde qui gronde, la droite n'est pas sereine. Au sein du MR, on s'attend au pire. Certains vont même jusqu'à tracer des comparaisons avec les Trumpistes qui, refusant de reconnaître la victoire de Joe Biden, avaient attaqué le Capitole aux États-Unis. Ces dernières semaines, nombre de leurs supports électoraux, le siège du parti, des maisons communales estampillées libérales sont vandalisés.

"Tout ce qui n'est pas de gauche est d'extrême droite", pour eux, se désole un libéral. "Ils refusent les résultats des élections car ils n'ont pas gagné. Je me demande qui est le plus anti-démocratique ?"

MOTS-CLÉS : CHARLES MICHEL BRUXELLES-VILLES ELECTIONS FLANDRE ANVERS GAND

Copyright © DHnet 1996-2024 lpm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur / Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles | Tel +32 (0)2 744 44 55
/ N° d'entreprise BE 0403.508.716

